

Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté

N° 33– 20 août 2003

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es. Amicalement.

Marche mondiale des femmes, tel 01 44 62 12 33, Fax : 01 44 62 12 34 Site de la Marche mondiale : <http://www.ffq.qc.ca/marche2000>. Bientôt un site européen avec une page France

-
- 1 - Bulletin de liaison de la Marche mondiale des Femmes - Les femmes face à l'OMC
 - 2 - Sauver Amina Lawa de la lapidation
 - 3 - Femmes et retraites – Une pétition proposée par l'intersyndicale Femmes de Toulouse
 - 4 - Laïcité, religions, port du foulard, suite... 3 textes
 - 5 - **Appel pour l'Afghanistan**
-

1 - Bulletin de liaison de la MMF – Les femmes face à l'OMC

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

Vol. 6, No. 3 août 2003

OMC - Un appel à la mobilisation

La réduction de l'inégalité entre les sexes n'est pas seulement un objectif en soi, elle constitue également un important facteur de développement durable.^a

Plate-forme d'action, IV Conférence mondiale sur les femmes, 1995.

Les femmes du monde s'organisent en vue de la prochaine réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui aura lieu à Cancun, au Mexique, du 10 au 14 septembre. Elles viendront à Cancun avec des propositions sexospécifiques qu'elles présenteront dans le cadre des activités du Forum des peuples pour une alternative à l'OMC, et lors d'actions et de mobilisations dans leurs propres pays.

L'OMC, fondée en 1995 dans le but de réglementer le commerce international, fonctionne de manière antidémocratique et elle est devenue une arme dirigée contre le développement durable et les pays pauvres. Dans des mini-réunions à huis-clos^a, un petit groupe de pays riches décide, avant chaque grande réunion, des lois et des règles pour protéger leurs intérêts qu'ils imposent après aux pays en voie de développement, très souvent avec la complaisance des dirigeants de ces pays. Tout cela se déroule sans qu'il y ait le moindre lieu où la société civile puisse influencer les décisions, même lorsque celles-ci portent sur des enjeux cruciaux pour le présent et le futur de l'humanité.

Dans le récent appel lancé par l'Assemblée continentale et mondiale contre la ZLA (Zone de Libre échange des Amériques) pour faire échec à la Ve Réunion ministérielle de l'OMC^a, on souligne le fait que les pays du continent se trouvent aujourd'hui dans un contexte de guerre économique prolongée et ce, dans un moment où domine la tendance vers un contrôle unipolaire du monde. Le tout-ou-marché mène à l'accumulation privée de la richesse sans que les besoins des peuples soient satisfaits, ce qui conduit à une déshumanisation des relations économiques.

De telles mesures antidémocratiques et discriminatoires nous touchent, nous les femmes, de manière différente car elles viennent aggraver les conditions d'inégalité et d'injustice millénaires auxquelles nous sommes assujetties dans les sociétés patriarcales. Nous sommes forcées d'entrer dans le marché du travail dans des conditions chaque fois plus défavorables. Notre charge de travail non rémunéré ne fait qu'augmenter puisque nous devons assumer des tâches auparavant prises en charge par le gouvernement, ne serait-ce qu'en matière d'éducation et de soins de santé des enfants, des personnes âgées et des malades. La pauvreté générale augmente et nous continuons à occuper la première place dans les statistiques sous la

rubrique pauvret dans le monde (70%). La violence envers nous ne fait que croître, produit tant de la baisse de nos conditions économiques comme de la marchandisation de notre corps.

Devant d aussi sombres perspectives, les femmes faisons preuve d une volonté croissante d unir nos forces a l échelle mondiale pour dire non a un modèle qui nie nos droits et pour mondialiser nos espoirs et nos luttes. Une des plus importantes contributions de la Marche mondiale des femmes est peut-etre le fait d avoir su bâtir de nouveaux lieux d échange entre femmes du monde entier.

Ce lieu de rencontre mondial nous motive dans notre quête de nouvelles avenues et avive notre imagination. A l occasion de Cancun 2003, nous tiendrons un Forum international sur LES DROITS DES FEMMES ET LES ACCORDS DE COMMERCE, les 8 et 9 septembre, avec des conférencières de tous les continents, ou nous allons échanger sur nos expériences, nos luttes et nos mobilisations contre les injustes lois du commerce international pour finalement arriver a une position commune face a l OMC.

De plus, l augmentation de la pauvreté tant un facteur qui contribue a une plus grande violence envers les femmes, nous allons présenter a Cancun, dans le cadre des activités du Forum des Peuples, et a l occasion de la Journée internationale de deuil pour les victimes des guerres économiques, militaires et des sexes, le 11 septembre, une pièce de theatre pour dénoncer les assassinats des femmes de Ciudad Juarez, au Mexique. Cette pièce se veut un symbole de notre opposition a cette forme de violence dans le monde entier. Dans d autres activités culturelles des femmes, il y aura la participation d un groupe de rockeuses et une chanteuse. Dans le cadre du Forum international des femmes et lors d autres activités, Sera également présente une exposition de photos montage par traceur graphique (plotter) qui illustrera la situation des femmes, leurs luttes et leurs victoires.

Ce ne sont pas toutes les femmes du monde qui pourront se rendre a Cancun, toutefois TOUTES peuvent participer aux activités et aux mobilisations qui auront lieu dans nos pays. Organisées par le mouvement des femmes et les mouvements sociaux en général, ces mobilisations ont pour but de 'faire échec a l OMC^a, de bâtir nos propres alternatives et d exiger a nos gouvernements et aux dirigeants du monde entier de mettre fin aux agressions économiques, militaires et envers les femmes. Les actions que les femmes réaliseront, partout dans le monde, donneront plus de force et de validité aux voix qu élèveront leurs consœurs présentes a Cancun.

Ensemble, nous réussirons a changer les règles du jeu et nous construirons un monde plus juste et équitable, dans lequel les peuples ne seront pas au service du marché, celui-ci sera un moyen d améliorer notre sort, dans la pleine reconnaissance de nos droits économiques, sociaux, politiques, culturels, sexuels et de procréation.

Finalement, nous voulons vous rappeler qu en plus des mobilisations du 11 septembre, Journée internationale de deuil pour les victimes des guerres économiques, militaires et de genre, prévues dans tous les pays, le 13 septembre, en commun accord avec tous les réseaux sociaux internationaux se dérouleront, a Cancun comme ailleurs dans le monde, des actions et une mobilisation mondiale pour faire échec a l OMC.

°PARTICIPONS-Y TOUTES!

Pour plus d information sur les activités a Cancun et dans les différents pays veuillez consulter les pages Web : www.omcmxico.org , www.cancun2003.org y www.movsoc.org . Ou écrire a : mujereshaciacancun@yahoo.com.mx et/ou mujerdialogo@prodigy.net.mx

- Leonor Aida Concha et Gaby Labelle, Marche mondiale des femmes, Mexique -

LES PAYSANNES SONT DES PROTAGONISTES DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Le 26 aout prochain, les brésiliennes organisent au Brésil la Marcha das Margaridas ou elles espèrent réunir a Brasilia, capitale du pays, 50 000 femmes. Elles revendiquent l accès a la terre et a l eau, un salaire minimum décent, la santé et que cesse la violence envers les femmes. L'ensemble des mouvements sociaux appuient la Marcha das Margaridas : ce sera un moment important pour rappeler au gouvernement démocratique et populaire du président Lula que le peuple veut des changements et que les personnes qui ont faim ne peuvent attendre. Des représentantes des mouvements des femmes paysannes de divers pays d Amérique Latine sont également attendues a l évènement.

- Julia Di Giovanni, Marche mondiale des femmes Brésil -

2 – Sauvons Amina Lawal de la lapidation

Amina LAWAL a été condamné à mort par lapidation au Nigéria au terme de l'application de la Charia qui sévit dans 11 Etats sur 36, pour avoir conçu un enfant hors mariage. Un nouveau procès se déroulera vendredi 29 août 2003.

Afin d'empêcher qu'au terme des procédures en cours Amina LAWAL ne soit victime d'un meurtre « légal », le Parti communiste français vous appelle à un rassemblement mardi 26 août, à 18 heures devant l'ambassade du Nigéria, 173, rue Victor Hugo 75016 Paris.

Il vous invite à signer et à faire signer la pétition ci-jointe.

Grâce pour Amina LAWAL

De nouveau, au Nigéria, une condamnation à mort par lapidation a été prononcée à l'encontre de Amina LAWAL. De nouveau cette femme risque d'être victime d'un système obscurantiste et sexiste qui, s'il n'y était pas fait obstacle, s'appliquerait à de nombreuses autres femmes à l'avenir.

Amina est condamnée en vertu de la « Charia » qui sévit encore dans 11 Etats sur 36 que compte le Nigéria, à être tuée à coups de pierres parce qu'elle a conçu un enfant hors mariage. Cette loi sexiste inhumaine est insupportable où que ce soit dans le monde.

Le Nigéria est un Etat fédéral qui a déclaré l'an passé « la loi coranique » contraire à la constitution du pays. Il faut que ce progrès s'applique dans tout le pays.

Il y a plusieurs mois, nous avons réagi en faveur de Safiya HUSSEINI, de la même façon la situation d'Amina nous est insupportable et nous nous opposons à la sentence prononcée à son égard.

Nous nous adressons auprès du Gouvernement nigérian afin qu'il agisse pour la grâce d'Amina dans le respect des droits humains.

Nom	Prénom	Adresse	Signature
-----	--------	---------	-----------

3 - Femmes et retraites – Une pétition proposée par l'intersyndicale Femmes de Toulouse

NON AU PROJET FILLON
NON AU SEXISME DES RETRAITES !

Non à l'allongement, non à la décote

Les mesures gouvernementales de réforme des retraites touchent majoritairement les femmes, et de manière plus grave. 39 % d'entre elles seulement parviennent à valider une carrière complète à 37,5 annuités. Si l'allongement de la durée de cotisation (passage à 40 ans, puis à 42 ans pour le public comme pour le privé) et le système de décote pour les carrières « incomplètes » pénalisent l'ensemble des salariés, les femmes, soit près d'un actif sur deux, le seront encore davantage.

Repenser le système

Nos régimes ont été construits sur un même modèle : celui de l'homme travaillant à temps plein et sans interruption de carrière dans un rôle de soutien de famille, la femme, avant tout épouse et mère, bénéficiant de droits dérivés dépendant du mari. Nos politiques familiales, conservatrices et natalistes, s'y réfèrent aussi, ne prenant en compte ni l'évolution du rôle social des femmes, ni les modifications et les diversités de la famille aujourd'hui.

Un autre choix de société

Nous voulons une autre réforme des retraites, qui au lieu de creuser les inégalités sexistes, se réfère au droit fondamental à l'égalité et favorise la pleine participation des femmes au marché du travail, comme facteur de croissance. Cette logique d'égalité implique de généraliser les droits propres, individuels, en remplacement des droits dérivés, sans exclusion, pour une période transitoire, des mesures compensatoires. Elle implique une politique volontariste et cohérente dans tous les domaines : emploi, social, familial.

Nos revendications

- L'égalité des salaires, des rémunérations et des carrières ;
- L'amélioration des conditions de travail pour tous afin de favoriser la conciliation de la vie personnelle et de la vie professionnelle ;
- Une assimilation du temps partiel imposé à du chômage partiel ;
- Une majoration du taux de cotisation des employeurs qui ont recours au temps partiel imposé ;
- La validation d'un certain nombre d'années n'ayant pas donné lieu à cotisations : périodes d'études, de précarité, de temps partiel imposé, de chômage, de congé parental ;
- Le développement d'un service public de garde d'enfants, et à la dépendance des personnes âgées ;
- Pour une autre répartition des richesses, qui garantisse la retraite par répartition et permette à toutes et tous, d'accéder à une retraite décente.

L'intersyndicale femmes de Toulouse (CGT, FSU, Sud Solidaires)

Nom Prénom Adresse Signature

Renvoyer a : FSU 31 - 3 chemin du pigeonier de la Cépière - 31043 TOULOUSE Cedex - fax 05 61 43 60 69

4 – Laïcité, religions, port du foulard, suite... 3 textes

I - "Le foulard islamique est un voile sur la vie"

Le port du voile est l'exigence d'une minorité qui cherche à couper les musulmans des sociétés où ils vivent, écrit le grand poète arabe Adonis.

Il n'existe [dans le Coran ou les hadith] aucun passage univoque qui impose le voile à la femme musulmane, comme le voudraient les fondamentalistes. Il s'agit tout au mieux de lectures du texte. Est-il donc acceptable, sur le plan de la religion, que des interprétations aient force de dogme et de loi ? Le voile reste un point de discorde. De quel droit, ou de quelle autorité, certains imposeraient-ils leur interprétation à tous, et iraient-ils même jusqu'à utiliser la violence contre les femmes et contre tous ceux qui ont un avis divergent du leur ? Contre la société tout entière ?

Si l'affaire du voile est une longue histoire dans les sociétés musulmanes, qui sont en général des sociétés traditionnelles et par là même éprouvent des complexes facilement explicables, la position des fondamentalistes musulmans dans les sociétés occidentales suscite des crises qui nuisent fortement, à titre individuel, aux musulmans qui y vivent. Et qui nuisent aussi à l'islam lui-même en tant que vision de l'homme et du monde.

Le premier principe que devraient respecter les musulmans émigrés, particulièrement ceux qui ont obtenu la nationalité du pays dans lequel ils vivent, est d'établir une nette distinction entre ce qui est du domaine du public et ce qui relève du privé. Les musulmans qui insistent sur le port du voile doivent savoir que leur insistance même signifie qu'ils ne respectent pas les sentiments des gens avec lesquels ils vivent dans une même patrie, qu'ils n'adhèrent pas à leurs valeurs, qu'ils attendent à ce qui fait la base même de leur vie en société, qu'ils se moquent des lois pour lesquelles ces gens ont longtemps lutté, et qu'ils refusent les principes de la démocratie républicaine dans les pays qui les ont accueillis et leur offrent travail et liberté.

L'islam ne doit s'afficher qu'à la mosquée

Certains prétendent que la femme musulmane en Occident choisit le voile, et qu'elle est seule à décider de le porter, en toute liberté. C'est là un argument qui demanderait à être longuement discuté. Mais, lorsqu'on voit à Paris, par exemple, des petites filles voilées qui n'ont parfois pas plus de 4 ans, peut-on vraiment prétendre qu'elles portent le voile par leur seule volonté ? Plus profondément, pourquoi les musulmans fondamentalistes émigrés en Occident ne voient-ils dans l'ouverture de leurs pays d'accueil qu'un moyen d'annoncer à tous leur enfermement et leur isolement, leur émigration à l'intérieur même de l'immigration ? Ils ne sont pourtant présents dans ces pays que grâce à leur ouverture. C'est pour cela que, lorsqu'ils expriment leur croyance, par le port du voile ou de la barbe, ils attendent en premier lieu à l'islam en le réduisant à de superficielles questions de forme. Ils l'exposent à la face du monde comme un slogan en en faisant un simple rite formel.

Ceux qui appellent à l'imposition du voile ne représentent qu'une minorité parmi les musulmans en Occident, et même dans le monde arabe. Si le voile était réellement l'objet d'un choix démocratique, il tomberait totalement. Mais, au lieu de respecter la démocratie et ses principes, cette minorité agissante tente d'en nier les principes et d'imposer ses convictions par la force. Je ne vois pas comment une telle position pourrait être défendable, comment elle pourrait servir l'islam, ou comment elle pourrait en être une expression légitime.

Quiconque étudie attentivement cette position fondamentaliste ne peut regarder ses partisans comme des hommes de religion, ou de simples êtres pieux. Ce sont des hommes politiques, engagés dans un combat politique. Musulmans et Occidentaux doivent traiter avec eux sur cette base : ils ne représentent pas la religion, mais un simple parti.

La mosquée est le seul endroit où le musulman a légitimité à se singulariser. C'est là qu'il exprime son "identité" religieuse en Occident (et cela devrait aussi être le cas dans le monde arabe). Toute pratique sociale ou publique à l'extérieur de la mosquée est une atteinte aux valeurs de la communauté. L'institution appartient à tous les citoyens : l'école et l'université, en particulier, sont des lieux de savoir commun. Des lieux ouverts à tous. Des lieux d'où doivent disparaître les signes extérieurs d'appartenance confessionnelle, les signes "distinctifs", quels qu'ils soient. Et nous ajoutons à ce que nous appelons "l'institution" la rue, les cafés, les lieux de rencontre, les cinémas, les salles de conférence, etc. L'apparition de signes confessionnels distinctifs en ces lieux est une violation de leur sens et de leur mission mêmes. Une atteinte à l'appartenance à la communauté. C'est en fait le symbole d'un désir séparatiste. Il signifie : nous refusons l'intégration.

Une insulte à l'histoire et à la culture

Cette insistance à paraître différent a aussi un aspect théâtral et exhibitionniste, qui ne s'accorde pas avec le concept de religion. A la base de l'expérience religieuse, il y a une dimension intime, presque secrète, toute de simplicité, de pudeur, de silence et de retour à soi, très éloignée de ce culte des apparences.

Lorsque certains califes abbassides ont ordonné aux non-musulmans de porter des signes distinctifs, cela provoqua un vif mécontentement. C'était un signe de crispation et de recul. Et c'est la marche de la société qui annula bientôt ces mesures. Il est étrange et incompréhensible que certains musulmans en Occident insistent pour revêtir de tels signes distinctifs. Il y a dans cette insistance une insulte à leur histoire, une condamnation de leur culture et de leur présence dans le monde. A méditer le cas du voile, on s'aperçoit qu'il n'est pas une simple infraction à la loi et à la culture de l'autre, mais avant tout une insulte à soi-même. C'est un autre rapport à la vie, cette fois-ci dans les bras de la mort.

Pour conclure, je dirai que les interprétations religieuses qui imposent le port du voile à la femme musulmane dans un pays laïque distinguant le religieux du politique et affirmant l'égalité des droits et des devoirs entre les femmes et les hommes révèlent une mentalité qui ne se contente pas de voiler les femmes, mais désire profondément voiler l'Homme, la société, la vie dans son ensemble. Et voiler la raison.

Adonis*

* Ali Ahmad Esber alias Adonis est un des plus grands poètes arabes contemporains. Né en Syrie en 1930, aujourd'hui citoyen libanais. Plusieurs de ces textes ont été traduits en français, dont "Les chants de Mihyar le Damascène"(Gallimard, collection Poésie, 2002) et son essai sur la culture arabe "La prière et l'Épée"(Mercure de France, 1993).

II - Touche pas à mon voile (!)

Nous avons, de manière humoristique, signalé, en Belgique, l'existence d'un collectif "Touche pas à mon foulard" et ironisé quant à la participation à ce collectif et à ses manifestations de militants belges de gauche et d'extrême gauche. Nous nous étions même amusés à faire un petit délire de vacances, et à transposer cela sur la situation française.

Pourtant, nous parvenons des informations de Belgique qui indiquent que ce collectif, "Touche pas à mon foulard", a décidé de passer à une nouvelle étape. Dans un texte, il s'indigne du fait que dans les écoles de communautés françaises ou dans les communes bruxelloises, les jeunes filles doivent retirer leur voile pour y être admises. Multipliant les amalgames et les contre-vérités, ce collectif islamiste réclame ni plus ni moins une loi pour empêcher les directeurs d'école de refuser les jeunes filles voilées en classe ! On ne peut que se

poser la question : oseront-ils faire cela en France ? Ou bien la poser autrement : qu'est-ce qui pourrait les empêcher de faire la même démarche en France ? Les forces ? Ils les ont ! Les appuis et les relais ? Ils pourraient les avoir, leurs soutiens ne manquent pas dans les médias et dans les organisations et partis de gauche !

On imagine d'ici les articles de Ternisien dans "Le Monde", les Éditos de Télérama, les appels à une laïcité ouverte de certains syndicats enseignants, de la Ligue des Droits de l'Homme (où un débat éclate au grand jour sur la question), de la Ligue de l'Enseignement, des sociologues communautaristes, d'une certaine extrême gauche bien vue dans les médias, des Verts, sans oublier toutes les autres religions, ravies de l'aubaine. Les forces ne manqueraient pas. Mais il faudrait assumer au grand jour, publiquement, une telle position.

Et là, finis les arguments style "c'est pour sauver ces jeunes filles", "le dialogue contre la loi", qui masquent la capitulation laïque de ces organisations, et leur complaisance face aux intégristes islamiques. Là, il faudrait assumer au grand jour, publiquement, les conséquences concrètes des discours tenus depuis des années. Il faudrait dire clairement : " On est d'accord pour que le voile islamique à l'école publique soit légalisé, pour le bien des jeunes filles, pour leur intégration, contre le racisme islamophobe"

Un tel discours, que certains dirigeants pourraient tenir, provoqueraient une forte indignation, au sein de ces organisations et partis. Gageons que le prix à payer en serait si lourd, le discrédit si énorme, l'inévitable crise qui en découlerait si catastrophique, que l'on peut espérer, à moins d'être ouvertement suicidaires, que peu se mouilleraient à soutenir un pareil appel en France, pays de la laïcité.

Raison de plus pour continuer à mener ce débat partout, afin de ramener à des positions laïques des organisations qui n'auraient jamais dû s'en éloigner.

Pierre Caspi

III - Sous couvert de respect de la différence, on bafoue les lois de la République

La municipalité de Marcq-en-Baroeul a décidé de réserver, dans sa piscine, un créneau horaire aux femmes, à la demande d'une association musulmane. Les baies vitrées sont obturées avec des bâches, et les maîtres-nageurs sont des femmes.

Mais dans quel pays se trouve la ville de Marcq-en-Baroeul ? En France, pays laïque où l'égalité est inscrite au fronton des édifices publics, où on a légiféré pour imposer la parité hommes-femmes, où la mixité est de mise dans les écoles depuis des décennies ? Ou bien dans un pays dans lequel la discrimination sexuelle est institutionnalisée, où la femme doit se cacher du regard des hommes, où, à l'occasion des mariages, les hommes et les femmes sont séparés par des couvertures, où les plages sont interdites aux femmes, où la femme ne doit pas tenter l'homme en offrant à ses regards concupiscent ses cheveux ou la moindre parcelle de peau, faute de quoi l'homme en question est fondé à la considérer comme une pute et à la traiter comme telle ? Sommes-nous bien dans le pays où, il y a quelques mois, une jeune fille a été brûlée vive par un héros du "quartier" qui la trouvait trop libre à son goût ? Dans le pays où la soeur de cette jeune fille vient d'organiser une marche de filles qui ne veulent être "Ni putes, ni soumises" ? La piscine municipale de Marcq-en-Baroeul est-elle une piscine ou un hammam ? Après la piscine, est-ce que ce seront les séances de cinéma qui seront réservées aux femmes ? Sous couvert de respect de la liberté, de la différence, etc. on ouvre une brèche de plus à l'intolérance et au fanatisme.

"Des femmes vont pouvoir aller à la piscine, et n'y auraient pas accès sans cela" nous dit-on. C'est peut-être vrai pour certaines, qui sont soit pudibondes, soit soumises à la dictature d'un mari, d'un père ou d'un frère. Mais à présent, ces derniers vont pouvoir interdire aux femmes et aux filles d'aller à la piscine en dehors de l'horaire réservé aux femmes, ou elles seront bien protégées du regard des hommes (au fait, qui sont-ils, ces refoulés qui bavent à la vue d'une femme en maillot de bain ?). Ils vont aussi pouvoir interdire aux filles d'aller à la piscine avec l'école. Celles qui ne voudront pas se plier à cette obligation seront considérées comme des putes et, encore une fois, traitées comme telles. Monsieur le maire de Marcq-en-Baroeul se présente comme un gestionnaire de sa ville. Je dirais qu'il est plutôt un fossoyeur de la République. On voit là un des nombreux aspects pervers de la décentralisation. Il y a décidément des décisions qui sont bien trop graves et trop importantes pour être laissées aux élus locaux.

Daniel Carduran,

IV -

Le voile à l'école est le premier élément d'une stratégie qui consiste à imposer par une forme de chantage d'abord sur l'école, ensuite ce sera sur toutes les institutions françaises le "respect" des principes islamistes. Je ne dis pas musulmans. Lorsque l'école refuse les "porteuses de voiles", celles-ci sont immédiatement présentées comme les victimes de la laïcité française, tant par les organisations islamistes radicales que par certains journalistes qui indirectement les soutiennent. L'introduction soudaine du voile à l'école et sa multiplication - même si ces jeunes filles ne sont pas majoritaires - n'est pas le produit de la "re islamisation" des personnes de culture musulmane mais la réaction de personnes qui se sont laissé prendre à l'idéologie de l'islamisme radical dont les prêcheurs ont efficacement encadré ces populations. L'objectif, en utilisant l'école comme premier lieu de test, est de paralyser toute réaction à cette idéologie ("on ne peut exclure de l'école des jeunes filles à cause d'un morceau de chiffon" ou encore "elles sont à un âge où la recherche de leur identité est importante", ou encore "elles sont, les pauvres, contraintes par leurs familles"; ou encore chez certaines "féministes" : "ce sont encore les filles qui vont être pénalisées", etc) . Cela permet de jouer à fond sur la victimisation, d'abord de ces jeunes filles ensuite de l'ensemble des Français ou des étrangers de culture musulmane, (sans d'ailleurs que nous cherchions à savoir ce que ces derniers en pensent, car ils s'expriment peu) et de prouver ainsi que la société française serait toute entière islamophobe ou arabophobe ... Toute réaction un peu ferme à de tels arguments ou à d'autres liés au développement de l'antisémitisme actif et verbal dans certaines écoles au nom d'un soutien inconditionnel aux Palestiniens, est tout de suite interprétée de la même façon. On assiste ainsi à l'élaboration d'une nouvelle forme de terrorisme de la pensée que beaucoup de nos "intellectuels" ne veulent pas reconnaître. Il est donc urgent d'agir et de légiférer. Le communautarisme n'est déjà pas en soi une façon de s'émanciper, bien au contraire, mais un communautarisme conçu de l'extérieur dans le but de créer une rupture entre les citoyens d'une même nation sous le prétexte que les autochtones seraient dévoyés (comme l'ensemble du monde occidental) et qu'il faudrait en protéger notamment les femmes d'origine allogne représente un danger réel pour l'ensemble des populations vivant en France. Nulle part dans le monde, l'islamisme radical lorsqu'il a pris le pouvoir n'a fait ses preuves en matière du "droit à la différence" (base de tout cet imbroglio en France), du respect des femmes en tant que personnes autonomes, du respect des croyances ou des convictions politiques des individus, ni même en matière de développement économique ou social. Partout, c'est la répression violente de toute personne qui ne se conforme pas au dogme imposé par cette idéologie mortifère. Chez nous, lorsque nous estimons que le respect dû à une religion (et à ses adeptes) ne signifie pas qu'elle régit les personnes dans la sphère publique, nous sommes traités de laïcards attardés ou, s'il s'agit de femmes, de féministes ringardes. On oublie alors la signification politique d'une telle idéologie. Ce qui est grave.

Juliette Mincas

5 - Appel pour l'Afghanistan

Negar annonce deux dates importantes :

* le 19 juillet : présentation devant la commission constitutionnelle des signatures de la Déclaration des Droits Fondamentaux de la Femme Afghane, à Kaboul. Negar va remettre la Déclaration à la commission afin que ces droits soient inclus dans la nouvelle Constitution.

* le 30 septembre : dernière grande conférence Negar/Femmes en Marche pour l'Afghanistan avant le Loya Jirga.

VENEZ NOMBREUX A KABOUL POUR UNE OU DEUX DE CES DATES !

Contacts (in France) : Anne Pouget: (333) 84 91 75 69 or Patricia Lalonde (336) 08 72 01 18 or (in USA) cborde@compuserve.com

N.B. Nouvelles Frontières a des prix exceptionnels pour Paris-Dubai, tous les jours, pendant les mois de juillet et août sur Alitalia ;.